

Je veux d'abord remercier nos hôtes, particulièrement M^{me} Hart, de nous avoir fourni cette occasion de nous rencontrer dans le cadre d'une réunion ministérielle du Commonwealth sur la production alimentaire et l'aménagement rural. Il sied particulièrement aux pays membres du Commonwealth, si profondément engagés dans l'amélioration des conditions de vie de leurs populations, de s'attaquer au double problème de la production alimentaire et de l'aménagement rural et de déterminer dans quelle mesure l'association peut appuyer leurs efforts.

Il est essentiel que toute proposition concrète de collaboration profite directement aux pays membres et renforce l'esprit communautaire défini par les chefs de gouvernement du Commonwealth lors de leur réunion d'Ottawa en 1973.

Vu l'importance croissante accordée à la production alimentaire et à l'aménagement rural, notamment à la suite de la Conférence mondiale de l'alimentation, il faudra veiller à ce que toute action entreprise au sein du Commonwealth vienne renforcer et non pas répéter les initiatives amorcées ailleurs. La réunion pourrait fort bien proposer, dans le cadre des programmes bilatéraux actuels entre les pays membres du Commonwealth, de nouveaux secteurs de coopération prometteurs et susceptibles d'influer sur l'orientation des politiques.

Il serait utile, dans ce contexte, de songer à la création d'une direction de l'agriculture et de l'alimentation au sein du Secrétariat. Les ministres ici présents voudront sans doute examiner cette proposition et, s'il ressort de la discussion qu'un tel service pourrait jouer un rôle productif, il leur sera loisible d'en faire part à leurs gouvernements respectifs. A mon avis, un service de ce genre pourrait assurer la diffusion des renseignements entre les Etats membres et jouer un rôle consultatif auprès du Fonds du Commonwealth pour la coopération technique. En outre, les bureaux agricoles actuels du Commonwealth devraient contribuer de façon appropriée à toute recommandation qui pourra être formulée, afin d'assurer la participation optimum des organismes intéressés de l'association.

Si vous me le permettez, je passerai maintenant brièvement en revue la Conférence mondiale de l'alimentation et la suite que lui donnent à l'heure actuelle la communauté internationale et le Canada.

Il est compréhensible qu'à la Conférence, bon nombre de délégations des pays en voie de développement aient été d'abord préoccupées par l'urgence des problèmes immédiats engendrés par une situation alimentaire mondiale qui se détériorait rapidement. Ainsi, il a été difficile d'accorder l'importance voulue à la recherche de solutions à plus long terme aux problèmes alimentaires ainsi qu'à un des objectifs principaux de la Conférence, l'accroissement de la production agricole, particulièrement dans les pays en voie de développement.